Liste der Anlagen

Seite

1. Note des Herrn Patijn vom 17. Januar 1925 377
2. Note des Herrn Patijn vom 16. Februar 1925 383
3. Note des Herrn Patijn vom 13. März 1925 421
4. Schiedsspruch Nr. 23 427
5. » » 24 429
6. » » 25 431
7. » » 26 435
8. » » 27 437
9. » » 28 441
10. Haager Protokoll über die Sitzung des deutschen Eisenbahnorganisationskomitees, abgehalten im Haag am 19. Dezember 1924 445
11. Abkommen über einen Pauschbetrag vom 17. März 1925 für die Reichseisenbahn 449

Annexe N° 1

Note de M. le Président Patijn

du 17 janvier 1925

Annexe N° 1

Note

de M. le Président Patijn, du 17 janvier 1925

J'avais espéré pouvoir vous communiquer, à la reprise de nos travaux, les conclusions auxquelles j'étais arrivé au sujet des questions discutées au cours de nos séances et sur lesquelles un accord n'était pas encore intervenu. Mais je me suis rendu compte que toutes les questions ayant fait jusqu'ici l'objet de nos discussions, présentent quelques détails qui sont si intimement liés à des points qui doivent encore être traités, que j'estime qu'il est préférable de remettre mes conclusions à plus tard, lorsque ces points auront été élucidés.

Néanmoins j'estime qu'il y a une question de principe au sujet de laquelle je puis dès à présent vous faire connaître mon point de vue. Il se peut qu'il en résulte que les discussions ultérieures en soient abrégées. Il s'agit de la question de l'interprétation du mot « prestation » dans les articles 8à12 de l'Arrangement rhénan.

En vertu du mandat de la Conférence des Ambassadeurs, il incombe à notre Comité de définir quelles sont les « catégories de prestations fournies par le Gouvernement « allemand au titre des articles 8à12 de l'Arrangement rhénan qui devront être « créditées sur les annuités que le Gouvernement allemand est tenu de payer en vertu « du Plan Dawes. »

Nous n'avons donc pas à discuter en général quelles mesures prises par le Gouvernement allemand doivent être considérées comme « prestations » dans le sens des articles 8à12 de l'Arrangement rhénan, mais bien quelles catégories de ces « prestations » sont à imputer sur les annuités versées par l'Allemagne en vertu du Plan Dawes.

Sans m'en référer aux importants échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet tant par écrit qu'oralement, je tâcherai d'exprimer aussi brièvement que possible les conclusions auxquelles ils m'ont amené, en ce qui concerne l'interprétation du mot « prestations ».

En fixant le montant de l'annuité que l'Allemagne sera appelée à verser chaque année le Comité des Experts a recherché quelles sont les charges qui pourront être supportées:

a) par le budget du *Reich*,

b) par les chemins de fer allemands,

c) par l'industrie allemande.

Dans les questions qui nous intéressent, les charges mentionnées aux §§ *b* et *c* ci-dessus, peuvent être laissées de côté.

Anlage Nr. 1

Schreiben des Herrn Präsidenten Patijn vom 17. Januar 1925

Anlage Nr. 1

Schreiben des Herrn Präsidenten Patijn vom 17. Januar 1925

Ich hatte gehofft, Ihnen bei der Wiederaufnahme unserer Arbeiten die Schlußfolgerungen mitteilen zu können, zu denen ich hinsichtlich der im Verlaufe unserer Sitzungen behandelten Fragen, über die eine Einigung noch nicht zustande gekommen war, gelangt war. Jedoch habe ich mir klar gemacht, daß alle Fragen, die bisher den Gegenstand unserer Besprechungen gebildet haben, einige Einzelheiten aufweisen, die so eng mit den noch zu behandelnden Punkten zusammenhängen, daß ich der Ansicht bin, es ist ratsamer, meine Schlußfolgerungen auf später zu verschieben, wenn erst einmal diese Punkte klargestellt sein werden.

Dessenungeachtet ist meine Ansicht, daß es eine Prinzipienfrage gibt, bezüglich deren ich Ihnen bereits jetzt meinen Standpunkt zur Kenntnis bringen kann. Möglicherweise kann diese Mitteilung eine Abkürzung unserer späteren Besprechungen zur Folge haben. Es handelt sich um die Frage der Auslegung des Wortes »Leistung« in den Artikeln 8 bis 12 des Rheinlandabkommens.

Kraft des von der Botschafterkonferenz erhaltenen Mandates liegt es unserem Komitee ob, zu definieren, welches die »Arten von Leistungen der Deutschen Regierung nach Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens sind, die auf die Jahreszahlungen, welche die Deutsche Regierung kraft des Dawes-Planes zu leisten gehalten ist, anzurechnen sind«.

Wir haben also nicht ganz allgemein zu erwägen, welche von der Deutschen Regierung ergriffenen Maßnahmen als »Leistungen« im Sinne der Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens zu betrachten sind, sondern vielmehr, welche Arten dieser »Leistungen« auf die von Deutschland auf Grund des Dawes-Planes geleisteten Jahreszahlungen anzurechnen sind.

Ohne auf den bedeutsamen Gedankenaustausch, der diesbezüglich sowohl schriftlich wie mündlich stattgefunden hat, Bezug zu nehmen, werde ich versuchen, so kurz wie möglich die Schlußfolgerungen darzulegen, zu denen er mich hinsichtlich der Auslegung des Wortes »Leistungen« geführt hat.

Bei Festsetzung des Betrages der von Deutschland alljährlich zu leistenden Jahreszahlung hat das Sachverständigenkomitee untersucht, welches die Lasten sind, die getragen werden können:

a) vom Reichshaushalt,

b) von der deutschen Eisenbahn,

c) von der deutschen Industrie.

Für die uns beschäftigenden Fragen können die oben unter den §§ b) und c) genannten Lasten beiseite gelassen werden.

En fixant le montant des charges mentionnées au § *a*, le Comité des Experts a pris comme point de départ les conditions financières du *Reich telles qu'il les a trouvées* (bien entendu dans l'hypothèse que l'unité fiscale et économique du Reich sera rétablie) et après avoir soigneusement examiné le budget du Reich, il a fixé « le montant des paiements de réparations qui pourront être faits sur les ressources budgétaires » sans compromettre l'équilibre de ce budget. A ce sujet les experts ont fait connaître dans le chapitre XI de leur rapport que ce montant doit comprendre « toutes les charges payables par l'Allemagne aux Puissances alliées et associées ». C'est sur cette dernière recommandation du Comité des Experts que repose la tâche de notre Comité.

Afin de pouvoir nous acquitter de cette tâche il nous appartient donc en premier lieu d'interpréter le mot « charges » qui figure au chapitre XI du Plan Dawes.

Il me paraît résulter du point de vue adopté par les experts que, dans l'exécution de nos travaux, doivent être considérées comme charges celles qui répondent aux trois criteria suivants:

a) qu'elles résultent des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan;

b) qu'elles puissent être évaluées en argent parce que autrement elles ne pourraient être déduites d'une annuité exprimée elle-même en argent;

c) qu'elles figurent sur le budget du *Reich* tel qu'il a été examiné par le Comité des Experts, étant donné que ce Comité, en fixant le montant de l'annuité, a uniquement tenu compte des charges de cette nature en considérant la situation financière de l'Allemagne.

En donnant au mot « charges » cette interprétation, j'estime que peuvent seules être considérées comme catégories de prestations fournies par le Gouvernement allemand au titre des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan qui devront être créditées sur les annuités du Plan Dawes, les catégories de prestations qui donnent lieu à:

a) des dépenses budgétaires qui n'auraient pas figuré sur le budget du *Reich* sans l'occupation des territoires rhénans;

b) la suppression des recettes dont bénéficiait le fisc allemand au moment où le rapport Dawes a été établi et qui se sont trouvées supprimées du fait de mesures subséquentes prises par les autorités d'occupation.

Par contre, devront rester hors de considération les catégories de prestations dont les conséquences financières ne figuraient pas comme dépenses sur le budget du *Reich* lors de l'examen du Comité des Experts; et devra également être exclu tout manque de recettes, si au moment où cet examen a eu lieu ces recettes n'étaient pas réellement versées au Trésor allemand.

Toutefois, ce principe, en ce qui concerne les recettes, doit être étendu dans un cas spécial: Si le Gouvernement allemand a engagé ou engage des dépenses dans le but de se créer de la sorte une nouvelle source de revenus et qu'en raison de mesures prises par les autorités d'occupation, *après la publication du rapport Dawes,* ces revenus ne rentrent pas dans ses caisses, il y aura lieu d'imputer de ce chef une certaine somme sur l'annuité, même dans le cas où ces revenus ne figuraient pas encore sur le budget du *Reich* lorsqu'il fût examiné par le Comité des Experts. Comme exemple d'un pareil cas spécial, je suppose que le Gouvernement allemand ait bâti des maisons dans l'intention de les louer et que les autorités d'occupation aient saisi lesdites maisons après l'établissement du rapport Dawes mais avant qu'elles aient pu être louées. Dans ce cas, il devra être imputé sur l'annuité le montant de la location que ces maisons auraient rapporté au fisc allemand si l'occupation n'avait pas eu lieu. Cette extension du principe que j'ai énoncé me paraît découler logiquement du rapport Dawes. Les difficultés financières de l'Allemagne seraient aggravées et l'équilibre du budget

Bei der Festsetzung des Betrages der unter § a) genannten Lasten hat das Sachverständigenkomitee zum Ausgangspunkt die finanzielle Lage des Reiches genommen, so wie es sie vorgefunden hat (wohlverstanden unter der Voraussetzung, daß die steuerliche und wirtschaftliche Einheit des Reiches wiederhergestellt werden würde), und nach sorgfältiger Prüfung des Reichshaushalts hat besagtes Komitee »den Betrag derjenigen Reparationszahlungen festgesetzt, welche ohne Gefährdung des Gleichgewichts des Haushalts durch Rückgriff auf seine Einnahmequellen geleistet werden können«. In dieser Richtung haben die Sachverständigen im Kapitel XI ihres Berichtes zu erkennen gegeben, dieser Betrag müsse »alle von Deutschland an die alliierten und assoziierten Mächte abzutragenden finanziellen Lasten in sich schließen«. Gerade auf letzterer Anempfehlung des Sachverständigenkomitees beruht die Aufgabe unseres Komitees.

Um diese Aufgabe erfüllen zu können, liegt es uns also in erster Linie ob, das Wort »Lasten« zu interpretieren, welches im Kapitel XI des Dawes-Berichtes steht.

Aus dem von den Sachverständigen eingenommenen Standpunkt scheint mir hervorzugehen, daß bei der Durchführung unserer Arbeiten diejenigen als Lasten zu betrachten sind, die folgenden drei Kriterien entsprechen:

a) daß sie sich aus den Artikeln 8 bis 12 des Rheinlandabkommens ergeben,

b) daß sie in Geldeswert veranschlagt werden können, da sie ja sonst von einer selbst in Geldeswert ausgedrückten Jahreszahlung nicht abgezogen werden könnten,

c) daß sie sich im Reichshaushalt vorfinden, so wie er von dem Sachverständigenkomitee geprüft worden ist, in Anbetracht dessen, daß letzteres Komitee bei Festsetzung des Betrages der Jahreszahlung die Lasten dieser Art ausschließlich unter Erwägung der finanziellen Lage Deutschlands berücksichtigt hat.

Indem ich dem Worte »Lasten« diese Auslegung gebe, bin ich der Ansicht, daß als Arten der von der Deutschen Regierung vermöge der Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens bewirkten Leistungen, welche auf die Jahreszahlungen des Dawes-Planes anzurechnen sind, einzig und allein diejenigen Arten von Leistungen erachtet werden können, welche im Gefolge haben:

a) Haushaltsausgaben, die ohne Besetzung des Rheinlandes sich nicht im Reichshaushalt vorgefunden hätten,

b) den Fortfall derjenigen Einnahmen, in deren Genuß der deutsche Fiskus im Augenblick der Abfassung des Dawes-Berichts sich befand und die infolge von durch die Besatzungsbehörden ergriffenen späteren Maßnahmen sich als in Fortfall geraten herausgestellt haben.

Dahingegen müssen diejenigen Arten von Leistungen außer Betracht bleiben, deren finanzielle Auswirkungen nicht als Ausgaben in dem Reichshaushalt zur Zeit der Prüfung des letzteren durch das Sachverständigenkomitee in Erscheinung traten; und ebenso muß jeder Einnahmeausfall ausgeschlossen bleiben, wenn besagte Einnahmen im Augenblick, wo jene Untersuchung stattfand, nicht wirklich in die Staatskasse eingegangen waren.

Jedoch muß dieser Grundsatz, was die Einnahmen betrifft, bei einem Sonderfall noch expliziert werden:

Wenn die Deutsche Regierung zu dem Zwecke, sich dergestalt eine neue Einnahmequelle zu schaffen, Ausgaben gemacht hat oder macht und wenn zufolge von durch die Besatzungsbehörden nach Veröffentlichung des Dawes-Berichts ergriffenen Maßnahmen diese Einkünfte nicht in ihre Kassen fließen, dann liegt Veranlassung vor, aus diesem Anlaß selbst in dem Falle, wo beregte Einnahmen zur Zeit der Untersuchung des Reichshaushalts durch das Sachverständigenkomitee sich in ersterem noch nicht vorfanden, eine bestimmte Summe auf die Jahreszahlung anzurechnen. Als Beispiel eines solchen Sonderfalles will ich einmal annehmen, die Deutsche Regierung habe Häuser gebaut, in der Absicht, sie zu vermieten, und die Besatzungsbehörden hätten nach Abfassung des Dawes-Berichts, jedoch bevor die Häuser noch vermietet werden konnten, letztere beschlagnahmt. In diesem Falle muß der Betrag des Mietzinses, den beregte Häuser dem deutschen Fiskus eingebracht hätten, falls die Beschlagnahme nicht stattgefunden hätte, auf die Jahreszahlung Anrechnung finden. Diese von mir zum

recherché par les experts risquerait d'être compromis si les dépenses engagées par le *Reich*, suivant de bons principes budgétaires comme dépenses productives, se trouvaient rendues improductives du fait de mesures subséquentes prises par les autorités d'occupation et qui n'avaient pu être prévues par les experts.

J'ai tâché de définir dans tout ce qui précède le terme de: « prestations » pour autant qu'il concerne la tâche que nous avons à remplir. Je crois devoir renoncer à appliquer dès à présent aux diverses questions qui ont fait jusqu'ici l'objet de nos discussions les criteria que je viens d'énoncer afin d'attendre, ainsi que je l'ai exposé, la discussion des différents points de détail qui feront l'objet de nos échanges de vues ultérieurs.

Il m'a semblé cependant que je pouvais contribuer à abréger nos travaux en vous communiquant dès aujourd'hui mes conclusions sur le principe sur lequel je crois devoir me baser pour l'interprétation du mot « prestations ».

Le 17 janvier 1925. Signé: **Patijn.**

Ausdruck gebrachte Ausdehnung des Prinzips scheint mir logisch aus dem Dawes-Bericht zu folgen. Die finanziellen Schwierigkeiten Deutschlands würden verschärft werden und das von den Sachverständigen angestrebte Gleichgewicht des Haushalts würde Gefahr laufen, in Frage gestellt zu werden, wenn es sich herausstellen würde, daß vom Reiche nach gesunden Haushaltsprinzipien als Ausgaben produktiver Art gemachte Ausgaben durch von den Besatzungsbehörden ergriffene nachträgliche Maßnahmen, die von den Sachverständigen nicht hatten vorausgesehen werden können, unproduktiv gemacht würden.

Ich habe in obigem versucht, den Ausdruck »Leistungen«, soweit er die von uns zu lösende Aufgabe betrifft, zu definieren. Ich glaube darauf verzichten zu sollen, schon jetzt die von mir soeben gekennzeichneten Kriterien auf die verschiedenen Fragen zur Anwendung zu bringen, die bis jetzt den Gegenstand unserer Besprechungen gebildet haben, um, wie schon oben auseinandergesetzt, die Besprechung der verschiedenen Einzelheiten, die den Gegenstand unseres späteren Gedankenaustausches bilden werden, abzuwarten.

Jedoch hatte ich den Eindruck, ich könne zur Abkürzung unserer Arbeiten etwas beitragen, wenn ich Ihnen schon heute meine Schlußfolgerungen über dasjenige Prinzip zur Kenntnis brächte, welches ich der Auslegung des Wortes »Leistungen« zugrunde legen zu sollen glaube.

den 17. Januar 1925. gez. Patijn.

Annexe N° 2

Note de M. le Président Patijn

du 16 février 1925

Annexe N° 2

Note
de M. le Président Patijn du 16 février 1925

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-jointes 3 annexes A, B et C, au sujet desquelles je désirerais faire les remarques suivantes:

L'annexe A contient la liste des accords qui, pour autant que j'ai pu m'en rendre compte, ont été réalisés jusqu'à présent. Si une des délégations était d'avis que certaines des dispositions portées sur cette liste n'auraient pas dû y figurer ou qu'un accord aurait été réalisé sur des points ne se trouvant pas sur la liste, je vous prie de bien vouloir en informer le Secrétaire de notre Comité, M. de Courson.

Il me semble qu'il est préférable que les délégations fassent valoir oralement à notre séance du mois de mars, au cours des discussions concernant le Règlement, les remarques auxquelles la rédaction des accords pourrait donner lieu.

L'annexe B comporte les décisions arbitrales que j'ai dû prendre en ma qualité de président sur les questions concernant lesquelles un accord n'a pas été réalisé. Les décisions arbitrales concernant les questions se rattachant aux Postes, Télégraphes et Téléphones ne vous seront envoyées que plus tard, les pièces y relatives ne m'étant parvenues que dernièrement. Si des points au sujet desquels une décision arbitrale était attendue ne figurent pas à l'annexe B, je prie les délégations de vouloir également en informer M. de Courson.

Je me permets de me réserver, lors de la rédaction du Règlement, le droit d'interpréter les décisions et d'apporter éventuellement à cette déclaration les modifications qui me paraîtraient désirables, pour préciser et compléter le texte. Je me suis posé la question de savoir si je donnerais un exposé des motifs sur lesquels mes décisions sont basées. J'ai cependant cru devoir m'en abstenir. J'aurais en effet dû reproduire pour chacun des problèmes les longs échanges de vue qui ont eu lieu en décembre, janvier et février par écrit et oralement et qui figurent aux archives du Comité. Ce laborieux effort qui aurait retardé nos travaux me paraissait avoir d'autant moins de raison d'être que je n'aurais tout de même pas pu traiter les sujets en question aussi clairement et complètement que les délégations l'ont fait elles-mêmes.

Pour cette raison, je me suis borné à indiquer en quelques mots sous chaque point l'argument qui me paraissait décisif. Cette méthode avait le grand désavantage qu'elle me donnait les apparences de ne pas tenir compte des arguments importants qui avaient été mis en avant pour défendre une autre solution que celle choisie par moi. Je regretterais vivement de donner cette impression.

Aux délégations formant le Comité des Prestations dues aux Armées d'occupation.

Anlage Nr. 2

Schreiben des Herrn Präsidenten Patijn vom 16. Februar 1925

Schreiben des Herrn Präsidenten Patijn vom 16. Februar 1925

Meine Herren!

Ich beehre mich, Ihnen hierdurch 3 Anlagen, A, B und C, zu übersenden, über die ich folgende Bemerkungen machen möchte.

Die Anlage A enthält die Liste der Abkommen, die, soviel ich übersehen konnte, bis jetzt erzielt worden sind. Sollte eine der Delegationen der Ansicht sein, daß gewisse, in dieser Liste enthaltene Bestimmungen hier nicht hätten aufgeführt werden dürfen oder aber, daß ein Abkommen über Punkte geschlossen worden sei, die sich nicht auf der Liste befinden, so bitte ich Sie, dies dem Sekretär unseres Komitees, M. de Courson, mitteilen zu wollen.

Ich würde es für richtiger halten, daß die Delegationen in unserer Sitzung im März im Laufe der Erörterung über den Code mündlich die Bemerkungen geltend machen, zu denen die Abfassung der Abkommen Anlaß geben könnte.

Die Anlage B umfaßt die schiedsrichterlichen Entscheidungen, die ich in meiner Eigenschaft als Vorsitzender über die Fragen habe treffen müssen, bezüglich deren ein Abkommen nicht erzielt worden ist. Die schiedsrichterlichen Entscheidungen, die sich auf Post, Telegraph und Telephon beziehen, werden Ihnen erst später zugesandt werden, da mir die betreffenden Aktenstücke erst vor kurzem zugegangen sind. Sollten Punkte, hinsichtlich deren eine Entscheidung erwartet wurde, nicht in der Anlage B aufgeführt sein, so bitte ich die Delegationen, dies ebenfalls M. de Courson mitteilen zu wollen.

Ich erlaube mir, bei der Abfassung des Code mir das Recht vorzubehalten, die Entscheidungen auszulegen und eventuell bei dieser Erklärung die Änderungen vorzunehmen, die mir wünschenswert erscheinen könnten, um den Wortlaut genau festzulegen und zu vervollständigen. Ich habe mir die Frage vorgelegt, ob ich eine Erklärung der Beweggründe, auf welche sich meine Entscheidungen stützen, geben solle. Ich habe jedoch geglaubt, davon Abstand nehmen zu sollen. Ich hätte in der Tat für jedes Problem die langen Meinungsaustausche, wie sie im Dezember, Januar und Februar schriftlich und mündlich stattgefunden haben und wie sie sich in den Akten des Komitees finden, noch einmal schriftlich wiederzugeben gehabt. Diese mühsame Arbeit, die unsere Arbeiten verzögert haben würde, schien mir um so weniger begründet, als ich trotz allem die betreffenden Fragen nicht so klar und vollständig hätte behandeln können, wie es die Delegationen selbst getan haben.

Aus diesem Grunde habe ich mich darauf beschränkt, in wenigen Worten für jeden Punkt das Argument anzuführen, das mir als das entscheidende erschien. Dieses Verfahren hatte den großen Nachteil, daß es mich in das Licht setzte, als ob ich die wichtigen Argumente nicht in Betracht gezogen hätte, die vorgebracht worden waren, um eine andere Lösung als die von mir gewählte zu verteidigen. Ich würde es lebhaft bedauern, diesen Eindruck zu erwecken.

An die Delegationen des Besatzungskosten-Komitees.

J'ai étudié avec grand soin les échanges de vue qui ont eu lieu par écrit et oralement sur chacun des points, et n'ai formé mon opinion qu'après avoir mûrement pesé le pour et le contre. J'ai reconnu à plusieurs reprises l'importance des considérations développées, même si en fin de compte je me suis déclaré d'accord avec le point de vue opposé. C'est pour cette raison que je prie les membres des différentes délégations de ne considérer les courtes annotations jointes aux décisions, que comme une indication permettant à tous ceux qui ont assisté à nos séances de se rendre compte quelles sont les considérations que j'ai cru après mûre réflexion devoir adopter. Ces considérations se retrouvent dans les documents échangés et les procès-verbaux.

L'annexe C contient deux dispositions qui, à mon avis, devront être insérées à la fin du Règlement.

Je saisis cette occasion pour rappeler aux délégations que dans nos séances du mois de mars prochain nous aurons à nous occuper des questions suivantes :

1° Rédaction du Règlement, dont le Comité a décidé qu'un avant-projet serait mis à l'étude, aussitôt que cette lettre aura été remise aux différentes délégations. Cet avant-projet parviendra, je l'espère, en temps utile aux délégations pour leur permettre de l'étudier avant notre prochaine réunion.

2° Discussion du troisième point compris dans le mandat donné par la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement allemand à notre Comité : « l'institution d'un système de contrôle sur les paiements effectués pour couvrir les prestations ». Je présume que la Délégation allemande désirera répondre par écrit à la Note que les Délégations alliées ont remise à ce sujet au Comité.

3° Discussion de la question des Chemins de fer. J'espère que les délégations auront l'occasion de préparer cette question par écrit avant notre réunion.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

Le 16 février 1925. Signé : **Patijn.**

Ich habe mit großer Sorgfalt den Meinungsaustausch geprüft, der über jeden Punkt schriftlich und mündlich stattgefunden hat, und ich habe mir meine Ansicht erst gebildet, nachdem ich das Für und Wider reiflich erwogen hatte. Ich habe zu wiederholten Malen die Bedeutsamkeit der dargelegten Erwägungen anerkannt, wenn ich mich auch schließlich dem gegenteiligen Standpunkt angeschlossen habe. Aus diesem Grunde bitte ich die Mitglieder der verschiedenen Delegationen, die kurzen, den Entscheidungen angeführten Anmerkungen nur als einen Hinweis aufzufassen, der es allen denjenigen, die unseren Sitzungen beigewohnt haben, ermöglichen soll, sich über die Erwägungen Klarheit zu verschaffen, denen ich nach reiflicher Überlegung beipflichten zu sollen glaubte. Diese Erwägungen finden sich in den ausgetauschten Aktenstücken und den Protokollen wieder.

Die Anlage C enthält zwei Bestimmungen, die meines Erachtens am Schlusse des Code Aufnahme finden müßten.

Ich benutze diese Gelegenheit, die Delegationen daran zu erinnern, daß wir uns in unseren Sitzungen im Monat März mit folgenden Fragen zu befassen haben werden:

1. Abfassung des Code, von dem nach Beschluß des Komitees ein Vorentwurf ausgearbeitet werden soll, sobald dieses Schreiben den verschiedenen Delegationen übergeben worden ist. Dieser Vorentwurf wird, hoffe ich, den Delegationen zur rechten Zeit zugehen, um ihnen die Prüfung vor unserer nächsten Zusammenkunft zu ermöglichen.
2. Erörterung des dritten in dem Mandat enthaltenen Punktes, das von der Botschafterkonferenz und der Deutschen Regierung unserem Komitee verliehen worden ist: »Die Einrichtung eines Kontrollsystems über die zur Deckung der Leistungen bewirkten Zahlungen«. Ich nehme an, daß die Deutsche Delegation schriftlich auf die Note zu antworten wünscht, welche die alliierten Delegationen dem Komitee über diesen Gegenstand übergeben haben.
3. Erörterung der Eisenbahnfrage. Ich hoffe, daß die Delegationen Gelegenheit haben werden, diese Frage vor unserer Zusammenkunft schriftlich vorzubereiten.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Den 16. Februar 1925. gez. **Patijn**

Annexe A

Liste des accords réalisés (*)

a) Concernant les bâtiments

1. Les frais de réparations dites locatives et d'entretien de bâtiments occupés par les Alliés seront imputables à partir du 1er septembre 1924.

2. Les indemnités de remplacement à allouer à des particuliers logés dans des bâtiments du *Reich,* qui par suite de l'occupation de ces bâtiments devront se loger ailleurs, seront imputables, à condition que ces indemnités soient reconnues nécessaires et d'un montant raisonnable et qu'elles constituent une charge réelle pour le *Reich.*

3. Si par suite de l'occupation d'une école, une école temporaire a dû être construite, dont les frais de construction ne peuvent être couverts par le loyer de l'école occupée, les Délégations sont d'accord pour imputer la différence entre le loyer imputé et le montant d'une annuité, calculée d'après la durée de l'école temporaire. Dans des cas analogues, s'il y avait par exemple lieu d'élever des constructions ou baraquements temporaires pour des buts d'habitation l'imputation se fera de la même manière.

4. Les bâtiments dont le *Reich* a eu la jouissance gratuite avant leur occupation par les Alliés seront assimilés aux bâtiments appartenant en propre au *Reich.*

5. Les frais de transformations et d'aménagements de bâtiments occupés, qui auront lieu après le 31 août 1924 seront imputables; sera également imputable le prix de revient des matériaux fournis par le *Reich,* si les Alliés exécutent eux-mêmes ces transformations ou aménagements.

6. Projets d'accords sur le loyer des appartements meublés partiellement occupés en zone française et anglaise. (Voir pièces A et B ci-jointes.)

7. L'indemnité à imputer pour la mise à la disposition des Alliés des meubles par le propriétaire d'un bâtiment entièrement occupé, sera calculée par analogie à l'accord N° 6.

8. Dans l'imputation des indemnités relatives à l'occupation des bâtiments appartenant à des particuliers il ne sera pas tenu compte du manque à gagner.

9. Il y aura imputation des indemnités accordées par le *Reich* aux habitants qui ont dû évacuer leur demeure pour autant que ces indemnités seront reconnues nécessaires et d'un montant raisonnable.

10. Le fait pour les Alliés de se réserver une maison équivaut à l'occupation de cette maison.

11. Si une construction nouvelle, demandée par les Alliés avant ou après le 1er septembre 1924, est arrêtée sur leur ordre après cette date, tous les frais nécessaires pour prévenir la détérioration de ce qui a déjà été construit, seront imputables. Le prix des matériaux devenus disponibles par suite de l'arrêt de la construction, sera déduit de l'imputation. L'indemnité de résiliation sera évaluée à défaut d'accord par les Commissions d'évaluation; celles-ci se baseront sur les contrats existants s'ils ont été passés avant le 9 avril 1924.

(*) Certains de ces accords ont été modifiés postérieurement. (Voir les nouveaux textes dans le Règlement.)

Anlage A

Liste der erzielten Abkommen*)

a. Betrifft Gebäude

1. Die Kosten sogenannter kleiner oder laufender Reparaturen und die Kosten des Bauunterhaltes an durch die Alliierten beschlagnahmten Gebäuden sollen vom 1. September 1924 ab anrechenbar sein.

2. Die den in reichseigenen Gebäuden untergebrachten Privatleuten, welche infolge Beschlagnahme dieser Gebäude anderswo Unterkunft suchen müssen, zu gewährenden Entschädigungen für Ersatzbeschaffung sollen anrechenbar sein unter der Bedingung, daß besagte Entschädigungen als notwendig und als dem Umfang nach angemessen anerkannt werden und daß sie für das Reich eine wirkliche Belastung darstellen.

3. Wenn infolge Beschlagnahme einer Schule ein Interimsschulgebäude hat erbaut werden müssen, dessen Baukosten durch den Mietzins der beschlagnahmten Schule nicht gedeckt werden können, sind die beiden Delegationen sich darüber einig, die Spanne zwischen dem angerechneten Mietzins und dem Betrag einer nach der Verwendungsdauer des Interimsschulgebäudes berechneten Jahressumme anzurechnen. In analogen Fällen, also z. B. wenn sich Veranlassung ergeben sollte, Interimsbaulichkeiten oder -baracken für Wohnzwecke zu errichten, soll die Anrechnung in gleicher Weise vorgenommen werden.

4. Diejenigen Gebäude, in deren kostenlosem Genuß das Reich vor der Beschlagnahme durch die Alliierten stand, sollen den reichseigenen Gebäuden gleichgestellt werden.

5. Die Kosten für Umgestaltungen und Umbauten von beschlagnahmten Gebäuden, die nach dem 31. August 1924 vorgenommen werden, sollen Anrechnung finden; gleichfalls soll der Gestehungspreis der vom Reiche gelieferten Materialien zur Anrechnung gelangen, wenn die Alliierten diese Umgestaltungen oder Umbauten selber ausführen.

6. Entwurf einer Abmachung über den Mietzins der in der französischen und englischen Zone teilweise beschlagnahmten möblierten Wohnungen (siehe nachfolgende Beilage A und B).

7. Die anzurechnende Entschädigung für Zurverfügungstellung von Möbeln für die Alliierten durch den Eigentümer eines ganz beschlagnahmten Gebäudes soll in Analogie nach Abmachung in Nr. 6 berechnet werden.

8. Bei der Anrechnung der Entschädigungen, die sich auf die Beschlagnahme privater Gebäude beziehen, soll der entgangene Gewinn keine Berücksichtigung finden.

9. Die vom Reiche den Bürgern, die ihre Behausung haben räumen müssen, gewährten Entschädigungen sollen Anrechnung finden, insoweit diese Entschädigungen als notwendig und als dem Betrage nach angemessen anerkannt werden.

10. Die Tatsache, daß die Alliierten sich ein Haus reservieren lassen, gilt der Beschlagnahme dieses Hauses gleich.

11. Wenn ein von den Alliierten vor oder nach dem 1. September 1924 geforderter Neubau auf ihr Geheiß nach diesem Zeitpunkt stillgelegt wird, sollen alle Kosten, die erforderlich sind, um dem Verfall des bereits Errichteten vorzubeugen, zur Anrechnung gelangen. Von der anzurechnenden Summe soll der Preis der durch die Stillegung des Neubaues verfügbar gewordenen Materialien abgezogen werden. Die Entschädigung (die Auflösung von Verträgen) soll, wenn eine Einigung nicht zustande kommt, von den Bewertungsausschüssen abgeschätzt werden: diese sollen die vorhandenen Verträge zur Grundlage nehmen, wenn sie vor dem 9. April 1924 abgeschlossen worden sind.

*) Einige dieser Vereinbarungen wurden späterhin noch geändert. (Die neuen Texte sind aus dem Reglement ersichtlich.)

12. En ce qui concerne l'annulation de demandes de prestations et remises de bâtiments, exploitations, etc., ayant fait l'objet de prestations, le même principe que celui adopté en cas d'arrêt de constructions nouvelles sera appliqué (voir l'accord N° 11).

13. En ce qui concerne l'imputation des frais occasionnés par les bâtiments, ordonnés par les Alliés, en cours de construction au 1er septembre 1924 et terminés après cette date, les règles fixées pour les constructions nouvelles seront appliquées aux parties de ces bâtiments terminées après cette date.

14. Si pour un immeuble réclamé par les Alliés, l'ordre de prestation est retiré et que l'Allemagne termine volontairement le bâtiment, et si ensuite celui-ci est de nouveau réclamé par les Alliés, il y aura imputation partielle du prix de loyer.

Le montant à imputer sera évalué au prorata de la partie du bâtiment, volontairement terminée par l'Allemagne.

15. . Chauffage, éclairage, eau et carburants (voir pièce « C » ci-jointe).

b. Concernant l'occupation temporaire par les troupes en marche

16. Les frais de logement des hommes de troupe et animaux cantonnés seront imputés. Le montant de l'imputation sera égal aux indemnités prévues dans les tarifs de la loi allemande *(Quartierleistungsgesetz)*. (NB. — La question du logement des officiers et hommes de troupe logés chez l'habitant est réglée par la décision arbitrale N° 10.)

17. Chambres d'hôtel (voir pièce « D » ci-jointe).

c. Concernant la chasse et la pêche

18. Les Délégations sont d'accord :

a) la chasse et la pêche ne seront plus désormais considérées comme des prestations tombant sous le coup de l'article 8 de l'Arrangement rhénan.

b) pour la période s'étendant du 1er septembre 1924 à la mise en vigueur de l'accord mentionné sous *a*, les indemnités relatives à la chasse et la pêche seront imputées, déduction faite des sommes déjà touchées. L'évaluation sera faite par les Commissions d'évaluation prévues par notre Comité (voir l'accord N° 20).

(Les accords sous *a* et *b* ont été réalisés sous la condition qu'avant l'entrée en vigueur du Règlement, un arrangement sera intervenu entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement allemand réglant la question de la chasse et de la pêche dans les territoires occupés.)

d. Concernant les ouvriers et employés

19. Il y aura imputation des traitements et des salaires des employés et ouvriers :

a) utilisés dans les services alliés sous la direction des agents alliés ;

b) travaillant exclusivement, dans certains cas particuliers, pour le compte des armées alliées, tout en n'étant pas sous la direction d'agents alliés, à condition qu'il y ait eu un ordre de prestation, dont l'exécution entraîne d'une façon directe et immédiate l'utilisation de ces employés ou ouvriers.

e. Se rapportant aux questions diverses

20. Accord sur l'Organisation des Commissions chargées d'évaluer les prestations prévues aux articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan (voir pièce « F » ci-jointe).

12. Was die Aufhebung von Leistungsanforderungen und die Rückgabe von Gebäuden, Betrieben usw., die den Gegenstand von Leistungen gebildet haben, betrifft, soll derselbe Grundsatz Anwendung finden, wie der auf die Stillegung von Neubauten angewendete (siehe Abmachung Nr. 11).

13. Was die Anrechnung der durch die von den Alliierten angeforderten Neubauten, die am 1. September 1924 im Bau befindlich waren und nach diesem Zeitpunkt fertiggestellt worden sind, verursachten Kosten angeht, sollen die für die »Neubauten« festgelegten Regeln auf die nach besagtem Zeitpunkt fertiggestellten Teile dieser Gebäude Anwendung finden.

14. Wenn für ein durch die Alliierten angefordertes Gebäude der Leistungsbefehl zurückgezogen wird und Deutschland das Gebäude freiwillig fertigstellt und wenn dies alsdann abermals von den Alliierten angefordert wird, so soll der Mietzins teilweise Anrechnung finden.

Der anzurechnende Betrag soll proportional dem von Deutschland freiwillig fertiggestellten Teil des Gebäudes abgeschätzt werden.

15. Heizung, Beleuchtung, Wasserversorgung und Betriebsstoffe (siehe nachfolgende Beilage C).

b. Betreffend zeitweilige Beschlagnahme als Marschquartiere

16. Die Unterbringungskosten für die in Massenquartiere gelegten Mannschaften und Tiere sollen Anrechnung finden. Der Betrag der anzurechnenden Summe soll den in den Tarifen des deutschen Gesetzes (Quartierleistungsgesetz) vorgesehenen Entschädigungssätzen gleich sein. (NB. Die Frage der Unterbringung der in Bürgerquartier gelegten Offiziere und Mannschaften wird durch den Schiedsspruch Nr. 10 geregelt.)

17. Hotelzimmer (siehe Beilage D).

c. Betreffend Jagd und Fischerei

18. Die Delegationen sind sich darüber einig:

a) daß Jagd und Fischerei in Zukunft nicht mehr als unter Artikel 8 des Rheinlandabkommens fallende Leistungen betrachtet werden;

b) daß für die Zeit vom 1. September 1924 bis zum Inkrafttreten des oben unter a erwähnten Abkommens die auf Jagd und Fischerei bezüglichen Entschädigungen, abzüglich der bereits erhaltenen Summen, Anrechnung finden sollen. Die Abschätzung soll von den durch unser Komitee geschaffenen Bewertungsausschüssen vorgenommen werden (siehe Abkommen Nr. 20).

(Die Abmachungen unter a und b sind unter der Bedingung getroffen worden, daß vor Inkrafttreten des Codex zwischen der Botschafterkonferenz und der Deutschen Regierung eine Einigung zur Regelung der Frage der Jagd und Fischerei in den besetzten Gebieten zustande komme.

d. Betreffend Arbeiter und Angestellte

19. Es soll Anrechnung der Gehälter und Löhne derjenigen Angestellten und Arbeiter stattfinden,

a) welche in den alliierten Dienstbetrieben unter alliierter Leitung verwendet werden,

b) welche in gewissen Sonderfällen ausschließlich für Rechnung der alliierten Armeen arbeiten, ohne doch unter der Leitung alliierter Funktionäre zu stehen, und zwar unter der Bedingung, daß ein Leistungsbefehl ergangen ist, dessen Ausführung in direkter und unmittelbarer Weise die Verwendung dieser Angestellten oder Arbeiter im Gefolge hat.

e. Betreffend den Abschnitt «Verschiedenes».

20. Abkommen über die Organisation der mit der Bewertung der in Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens vorgesehenen Leistungen beauftragten Kommissionen (siehe Beilage E).

21. Il y aura imputation des frais occasionnés par la fourniture, la pose et l'entretien de plaques indicatrices et de poteaux indicateurs exigés par les Alliés.

22. Il y aura imputation des frais occasionnés par l'ensablement de la voie publique exigé par les Alliés.

23. Il y aura imputation des frais occasionnés par la livraison gratuite de journaux allemands et de publications de presse allemande exigée par les Alliés.

24. Il y aura imputation des frais occasionnés par l'entretien des tombeaux de militaires décédés depuis l'occupation exigé par les Alliés.

25. Il y aura imputation des appointements versés aux délégués supérieurs allemands dont la nomination est exigée par la Haute Commission en exécution de son Ordonnance N° 33.

26. Il y aura imputation du prix de revient des fournitures de bureaux exigées par les Alliés.

27. Il y aura imputation des frais occasionnés par les travaux nouveaux exigés par les Alliés aux routes et dépassant l'entretien normal.

28. Il y aura imputation des frais occasionnés par le nettoyage et l'éclairage des rues, la canalisation et l'enlèvement des ordures si spécialement exigés par les Alliés.

29. Il y aura imputation des frais occasionnés par l'établissement de statistiques, exigé par les Alliés.

21. Es soll Anrechnung der durch die Lieferung, die Anbringung und Unterhaltung von durch die Alliierten geforderten Orts- und Wegeschildern verursachten Kosten stattfinden.

22. Es soll Anrechnung der durch von den Alliierten gefordertes Sandstreuen (bei Paraden) verursachten Kosten stattfinden.

23. Es soll Anrechnung der durch von den Alliierten geforderte kostenlose Lieferung von Pflichtexemplaren der deutschen Zeitungen und durch von den Alliierten geforderte deutsche Presseveröffentlichungen entstandenen Kosten stattfinden.

24. Es soll Anrechnung der Kosten stattfinden, die durch die von den Alliierten geforderte Unterhaltung der Gräber der seit der Besetzung verstorbenen Militärpersonen verursacht werden.

25. Es soll Anrechnung der an die deutschen Oberdelegierten gezahlten Gehälter stattfinden, deren Ernennung von der Rheinlandkommission in Ausführung ihrer Verordnung Nr. 33 verlangt wird.

26. Es soll Anrechnung des Gestehungspreises des von den Alliierten geforderten Büromaterials stattfinden.

27. Es soll Anrechnung der Kosten stattfinden, die dadurch entstehen, daß von den Alliierten über das Normalmaß hinausgehende neue Wegebauarbeiten gefordert werden.

28. Es soll Anrechnung der durch Straßenreinigung, Straßenbeleuchtung, Kanalisation und Kehrichtabfuhr verursachten Kosten stattfinden, wenn sie besonders von den Alliierten gefordert werden.

29. Es soll Anrechnung der Kosten der von den Alliierten geforderten Aufstellung von Statistiken stattfinden.

Pièce A

Comité des Prestations
dues aux Armées doccupation

Projet d'accord (*)
sur le loyer des appartements meublés partiellement occupés

(Zone française)

Dans chaque localité, les autorités d'occupation, d'accord avec les représentants du *Reich* et de la Municipalité détermineront:

le loyer des pièces nues,
le loyer de l'ameublement.

Loyer des pièces nues

Tous les logements appartenant à des particuliers ayant été classés en plusieurs catégories, la valeur locative moyenne d'une pièce sera calculée, dans chaque catégorie, d'après les loyers (1914) de quelques logements, et cette valeur moyenne sera appliquée à tous les appartements de la même catégorie. Les pièces d'un usage commun avec un co-occupant seront comptées pour la moitié de leur valeur.

Les loyers des appartements de luxe feront l'objet d'une estimation spéciale pour chaque appartement.

Le loyer actuel sera le loyer de 1914 affecté du coefficient qui résultera de la décision arbitrale du Président sur les impôts.

Loyer de l'ameublement

Il sera déterminé en estimant pour chaque catégorie de logements, la valeur moyenne en capital (1914) d'un ameublement de chaque nature de pièce et en prenant le $^1/_{10}$ de cette valeur en capital pour avoir la valeur locative moyenne, qui sera appliquée à toutes les pièces de même nature dans la même catégorie de logements.

Les ameublements des appartements de luxe feront l'objet d'une estimation spéciale pour chaque appartement.

En cas de désaccord entre les autorités d'occupation et les représentants du *Reich* et de la Municipalité, la Commission d'Evaluation des prestations statuera.

(*) Voir le texte de l'accord définitif à la page 44.

Beilage A

Entwurf eines Abkommens*)
über die Miete der teilweise beschlagnahmten möblierten Wohnungen

(Französische Zone)

An jedem Orte werden die Besatzungsbehörden gemeinsam mit den Vertretern des Reichs und der örtlichen Verwaltungen festsetzen:

die Mietvergütung für die leeren Räume,
die Mietvergütung für die Einrichtungsgegenstände.

Mietvergütung für die leeren Räume

Die Privatwohnungen werden in mehrere Klassen eingeteilt. In jeder Klasse wird der Durchschnittsmietwert eines Zimmers nach dem Mietzins (1914) einiger Wohnungen berechnet, und dieser Durchschnittswert wird auf alle Wohnungen derselben Klasse angewandt. Für die Zimmer, die mit einem anderen Wohnungsinhaber gemeinsam benutzt werden, wird nur die Hälfte ihres Wertes vergütet.

Die Mietvergütung für die Luxuswohnungen wird für jede Wohnung besonders geschätzt werden.

Die tatsächliche Miete ist die Miete von 1914, bestimmt nach dem Teilbetrag, der sich aus dem Schiedsspruch des Präsidenten über die Steuer ergeben wird.

Mietvergütung für die Einrichtungsgegenstände

Die Mietvergütung für die Einrichtungsgegenstände wird errechnet, indem in jeder Klasse der Wohnungen der kapitalisierte Durchschnittswert (1914) einer Einrichtung jeder Zimmerart abgeschätzt wird. Von diesem kapitalisierten Werte wird eine Vergütung von 10 v. H. den Durchschnittsmietwert darstellen, der auf alle Zimmer gleicher Art in derselben Klasse Anwendung findet.

Die Einrichtungsgegenstände der Luxuswohnungen werden für jede Wohnung besonders abgeschätzt. Im Falle der Nichteinigung zwischen den Besatzungsbehörden und den Vertretern des Reichs und der örtlichen Verwaltungen entscheiden die Bewertungsausschüsse.

---

*) Der Text des endgültigen Abkommens: siehe S. 45 des Reglements.

Pièce B

Tarifs des indemnités (1)
à imputer pour les logements de la zone de Cologne occupée par l'Armée britannique

Montant mensuel

Catégorie	Salon		Chambres		Cuisine	Salle commune (Cuisine)	Chambre de domestique	Bain	Hall
	I	II	à 2 lits	à 1 lit					
Classe A supérieure									
1. Loyer de pièces jusqu'à (2)	37,50	35	26,25	21,90	17,50	—	10	12,50	21,90
2. Ameublement jusqu'à.....	31	1850	23,50	12,50	8,50	—	3,50	2,80	14
3. Nettoyage jusqu'à	6,70	4,45	4,45	2,25	22,65	—	2,05	6,15	4,45
4. Fourniture et blanchissage du linge.	*a*) par personne pour drap ..... 8,27 *b*) par famille..... 2,67								
Classe B moyenne									
1. Loyer de pièces jusqu'à (2).....	30	25	20	15	15	20	10	10	15
2. Ameublement jusqu'à.....	15,50	10	11,50	7	6,50	8	2,50	1,50	6,50
3. Nettoyage jusqu'à	4.45	2,25	4,10	2,05	15,10	15,10	2,50	4,50	2,25
4. Fourniture et blanchissage du linge	comme classe A.								
Classe C ordinaire									
1. Loyer de pièces jusqu'à (2).....	22,50	18,10	15	11,90	10	15	6,25	6,25	—
2. Ameublement jusqu'à	8,50	5,50	7	4,25	4,25	5,50	1,50	0,70	—
3. Nettoyage jusqu'à	2,05	2,05	1,90	1,90	11,30	11,30	2,05	2,05	—
4. Fourniture et nettoyage du linge ..	comme classe A.								

2. En dehors des sommes payées pour les logements il y aura imputation pour:

a) le chauffage et l'éclairage. En ce qui concerne l'éclairage l'imputation correspondra aux quantités enregistrées par le compteur, et cela à dire d'experts dans tous les cas où un accord ne pourrait s'établir. En ce qui concerne le chauffage l'évaluation se fera sur la base des quantités de combustibles consommées;

b) la consommation d'eau qui dépassera par personne une consommation mensuelle de 4 mètres cubes pour les deux premières personnes, de 3 mètres cubes pour trois personnes et de 2 mètres cubes pour quatre personnes et chaque personne en plus, ceci à dire d'experts au cas où l'on n'aurait pu arriver à un accord.

c) tous travaux d'entretien dépassant la normale aussi bien que pour l'usure anormale.

3. Les appartements luxueusement meublés seront estimés séparément.

4. Les installations supplémentaires telles que sonnettes, fils électriques, contacts qui seront demandées pour les chambres réquisitionnées seront estimées séparément.

5. Aucune imputation spéciale n'aura lieu pour les bains.

6. Les chambres occupées en commun seront comptées à moitié prix. Si l'occupant se charge du nettoyage des pièces et du blanchissage aucun paiement n'aura lieu pour ces catégories de dépenses.

---

(1) Voir le texte de l'accord définitif à la page 42.

(2) Les loyers par pièce mentionnés ci-dessus sont les loyers d'avant-guerre fixés par le *Reichsmietengesetz* du 1er juillet 1914. Pour le moment il ne sera imputé que les pourcentages fixés chaque mois dans les Instructions du Ministre de l'Hygiène prussien et ceci sur la base des règlements locaux publiés à ce sujet. Si la décision arbitrale du Président du Comité des Prestations en Nature dues aux Armées d'Occupation prescrivait une déduction d'impôts, cette déduction serait faite des loyers mentionnés ci-dessus.